



## GMBI et l'effet boomerang

Le déploiement de Gérer Moins Bien L'Immobilier... pardon Gérer Mes Biens Immobiliers (GMBI) s'est fait dans les conditions que l'on connaît...

Collègues au bord du burn-out face à l'afflux de contribuables, nombre de messages via e-contact crevant le plafond, décalage de la date limite de déclaration des contribuables puis décalage du décalage, pour finalement, devant des serveurs informatiques à genoux, décaler le décalage du décalage du (bref, vous avez saisi l'idée !).

Fin du fin, les mises à jour à effectuer manuellement par les agents, pour une réforme qui était justement au départ censée éviter ces tâches aux agents, ont dû pour la majorité être effectuées au courant de l'été qui comme chacun le sait n'est absolument pas une période de congés.

La CGT Finances Publiques a pourtant alerté la Direction Générale (DG) depuis longtemps des problèmes liés à l'arrivée précipitée de cette nouvelle application et a déposé un droit d'alerte national sur les Risques Psycho—Sociaux (RPS) causés par la déficience de l'applicatif à la DGFIP, déficience dont GMBI n'est pas l'unique exemple.

Espérons que les agents présents au bureau cet été ne

seront pas les mêmes que ceux présents en fin d'année car l'histoire de GMBI n'en finit pas là. Suite à la suppression de la Taxe d'Habitation Principale (THP) le rôle 770 est supprimé pour ne laisser place qu'au rôle 780, payable au 15 décembre de l'année (prélèvement effectif à J+10)

Vu les conditions dantesques dans lesquelles se sont passées les mises à jour des locaux, on peut aisément entrevoir le nombre de réclamations contentieuses à venir et mises à jour correctives à effectuer en fin d'année.

Il est toutefois heureux qu'à nouveau et comme chacun le sait, les services ne seront en aucun cas sous tension car si la fin d'année était une période habituelle de congés, franchement, ça se saurait !

13 MILLIONS DE FRANÇAIS EN DIFFICULTÉ  
AVEC LE NUMÉRIQUE



## Rentrée de la lutte

La section CGT Finances Publiques du Bas-Rhin souhaite une bonne installation aux nouveaux arrivants à la DRFiP67 ainsi qu'à tous les agents déjà en poste.

Elle adresse également ses sincères félicitations à toutes celles et ceux qui, durant plus de 6 mois, se sont mobilisés pour lutter contre l'infâme projet de réforme des retraites dont la conséquence est la dégradation des conditions de la retraite.

Car même si la mobilisation historique contre ce projet (plus de 3 millions de personnes dans la rue en France, plusieurs manifestations à Strasbourg qui ont atteint 30 000 personnes, du jamais vu depuis 20 ans !), n'a pas abouti au retrait du projet, passé au forceps - sans vote - à l'Assemblée Nationale), la CGT ne lâche rien et appelle avec l'ensemble des organisations syndicales, à la **mobilisation le 13 octobre 2023 contre l'austérité, pour l'augmentation des salaires et des pensions et l'égalité femme-homme**. Ce sont ceux qui travaillent qui produisent la richesse, pas ceux qui spéculent en bourse !



Pour la CGT, la reconquête de la retraite à 60 ans, un acquis social majeur, est toujours à l'ordre du jour, tout comme la revalorisation générale des salaires ! (cf notre article "salaires : le compte n'y est pas !").

## INDECOSA-CGT vs SÉNÉRAL

L'INDECOSA-CGT est une association de consommateurs agréée nationalement. Elle s'intéresse aux conditions sociales et environnementales des produits et biens que nous consommons.

Elle agit dans le cadre de l'intérêt collectif des usagers et consommateurs, dans tous les domaines de la vie courante.

Depuis 2020, elle s'est penchée sur l'affaire Sénerval, l'usine d'incinération des ordures ménagères de l'Eurométropole située au Port du Rhin.

Afin de sensibiliser la population, elle a édité un petit guide.

Nous reproduisons ici la première page de ce guide gratuit, il peut être demandé à Nioucha Perat, au PCE de Strasbourg (rue Simonis).

STRASBOURGEOIS.SES, SAVEZ-VOUS COMMENT SONT TRAITÉES VOS ORDURES MÉNAGÈRES ?

DÉCOUVREZ L'AFFAIRE SÉNÉRAL, L'INCINÉRATEUR DES ORDURES MÉNAGÈRES DE L'EUROMÉTROPOLE. UN FIASCO POUR LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT QUI A COÛTÉ 220M€ D'ARGENT PUBLIC.

## Salaires : le compte n'y est pas !

Après la hausse vertigineuse du point d'indice de 1,5 % octroyé par le gouvernement à ses fonctionnaires en juillet dernier, voici que la Direction Générale, généreuse elle aussi, a décidé la distribution d'une « prime exceptionnelle de pouvoir d'achat » à un peu plus de la moitié de ses agents.

Pour la CGT, le compte n'y est pas !

Faut-il encore rappeler que l'inflation galopante était de près de 6 % ces 12 derniers mois et que les agents vivent un quasi-gel du point d'indice depuis plus de 10 ans ? (la perte du pouvoir d'achat depuis 2010 s'élève désormais à plus de 10 %).

Et l'octroi de 5 points d'indice à compter de janvier 2024 ne rétablit pas la balance : être fonctionnaire aujourd'hui n'est plus un plan de carrière rémunérateur mais presque un sacerdoce.

Cette stratégie de gel de salaires, assumée par l'actuel gouvernement libéral et ses proches, est également le marche-pied vers une rémunération au mérite (comprenez une rémunération aléatoire en fonction des objectifs destructeurs de service public que vous aurez remplis) qui entraînerait, outre une différence importante dans le traitement, de fortes tensions dans un climat concurrentiel entre collègues d'un même service clairement inadapté quand on sait que l'esprit d'équipe et le fort engagement des

agents de la DGFIP a permis de tenir le navire à flot, malgré la fragilisation dues aux réformes structurelles et le manque de personnel vécues ces 10 dernières années.

Non, les agents de la DGFIP méritent plus que cette aumône. La CGT revendique une hausse de salaire généralisée de 10 %.

## QUAND LES SALAIRES VONT-ILS AUGMENTER ?

VOUS COMPRENEZ MON VIEUX... J'AI UNE FAMILLE D'ACTIONNAIRES À NOURRIR MOI...



## Congés, Ponts, ARTT et autres absences

Cette année, les SIP ont été "mauvais" en fin de période déclarative papier à cause du fichu pont naturel de l'Ascension.

Pour éviter pareille mésaventure en 2024, le DG demande (circulaire du 13 juillet) donc aux DDFIP / DRFiP et autres n°1 de notre administration d'être particulièrement vigilants.

D'autant que la lune faisant tomber Pâques le 31 mars (premier dimanche qui suit la première pleine lune après l'équinoxe de printemps), l'Ascension sera le jeudi 9 mai, lendemain d'un autre jour férié. Si les CSAL devaient opter pour le pont naturel du vendredi 10 mai, la semaine serait réduite à 2 jours.

Nombre d'agents seraient alors tentés de poser ces 2 jours en ARTT, congés, récupération horaire...

Le DG insiste donc pour que les n° 1 vérifient « le maintien d'effectifs suffisants pour assurer la campagne fiscale déclarative » et précise que « les ponts naturels n'ont pas vocation à être uniformément accordés à tous les services en période de pointe d'activité ».

Agente, agent de SIP, pour 2024, tu risques fort de te retrouver dans le groupe des ba..és.  
Merci Jérôme !!!

# L'argent magique pour les uns, l'inflation pour les autres

S'il est vrai qu'une revalorisation générale des salaires dans la fonction publique coûterait cher à l'État (plusieurs milliards par an), de l'argent pourtant il y en a. Aux Finances Publiques nous le savons bien, que ce soit en tant qu'agent travaillant dans la sphère fiscale ou dans la sphère gestion publique.

Le gouvernement trouve des solutions pour supprimer l'Impôt Sur la Fortune (ISF) dû par les fortunés et pour diminuer l'impôt des puissants et des grandes entreprises (ceux qui n'en ont pas forcément besoin d'ailleurs et qui payent déjà peu d'impôt et s'enrichissent sur le dos des plus modestes). L'État a trouvé et trouve encore de l'argent magique pour renflouer le capital (200 milliards de soutien annuel aux entreprises sous diverses formes, tiens il ne manquerait pas des cotisations dans la caisse des retraites ?).

Alors comment expliquer que l'Etat peinerait à trouver de l'argent pour une revalorisation des salaires digne de ce nom pour ceux qui subissent une forte inflation ?! Même le meilleur bonimenteur du gouvernement n'arrivera pas à nous faire

passer la pilule, nous autres oubliés de la croissance. Pour la CGT, il serait temps de partager le gâteau, notamment avec le personnel de la fonction publique qui subit un quasi-gel de salaire depuis des années.

## LETTRÉ AUX FRANÇAIS



## JE ME SYNDIQUE à la CGT Finances Publiques

Nom : Prénom :  
Grade : Indice :

### Adresse administrative :

Bulletin à retourner au syndicat par l'intermédiaire du correspondant ou au secrétaire :

Gilles STREICHER au PCRFP Strasbourg,  
10 RUE SIMONIS, 67100 STRASBOURG  
Tél : 03.90.41.20.07 ou (0049) 176 7666 49 43

